

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

7 Rue du Bois du Rocher
17100 Le Douhet

Références : 0007201264/2025-62

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 7 Rue du Bois du Rocher 17100 Le Douhet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- 7 Rue du Bois du Rocher 17100 Le Douhet
- Code AIOT : 0007201264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Butagaz exploite sur le site de Le Douhet des installations de stockage de GPL et un centre emplisseur de GPL soumis à autorisation environnementale Seveso seuil haut. Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2021 complété le 3 juin 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.



A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	1. Contenu du POI	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100	Demande d'action corrective	15 jours
6	6. Test d'un déploiement d'un scénario POI hors heures ouvrées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2. Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
3	3. Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
4	4. Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
5	5. Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le déclenchement par les services de l'inspection d'un exercice POI en dehors des heures ouvrées a mis en lumière des axes d'amélioration. L'exploitant doit transmettre une version papier de la dernière version de son POI du 12/01/2024, l'exploitant doit transmettre les éléments justificatifs qu'un nuage de gaz n'est pas susceptible de se former à terre dans le cas d'une fuite de gaz telle que jouée lors de l'exercice du 18 décembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Périodicité des exercices POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Date de mise à jour
Prescription contrôlée : Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : La dernière version du POI date du 12 janvier 2024 la version précédente est datée du 04 mars

<p>2021.</p> <p>Le site étant classé Seveso seuil haut, la fréquence triennale de mise à jour est respectée.</p> <p>Toutefois malgré la demande effectuée lors de la visite du 16 juin 2024, l'inspection ne possède pas la version papier du POI en vigueur.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées a connaissance de la réalisation des exercices POI internes réalisés par la société Butagaz les 07/12/2022, 10/10/2023 et le 14/11/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet une version papier de son POI du 12 janvier 2024 (Version 5) sous 15 jours aux services de l'Inspection des Installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : 2. Contenu du POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, schéma d'alerte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne : d) système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI contient 10 parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la gestion du document, • la situation de l'installation, • l'alerte, • l'organisation des secours, • les fiches réflexe et mission, • les fiches accident et cible, • les fiches outil, • l'interface POI avec les autres documents d'urgence, • la fin du POI, • les exercices. <p>Le schéma d'alerte fait état de deux possibilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le site est en exploitation, • le site n'est pas en exploitation. <p>Les schémas d'alerte contiennent une action de mise en sécurité des personnes et des installations, le lancement du train d'alerte, l'armement du PC ainsi que l'ouverture de la cellule de crise et renvoie vers les fiches outils 1, 2 et la procédure SE.PG/DG.01</p> <p>La fiche réflexe pour le personnel d'astreinte recommande le déroulé des actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déplacement du personnel d'astreinte en moins de 30 minutes, • Analyse de la situation : type, gravité réelle et potentielle (fiches outil 4 et 15), • Déclenchement du POI (matrice d'aide à la prise de décision sur la fiche réflexe astreinte), • Lancement du train d'alerte (fiches outil 2 et 6),

- Gestion des stocks (fiches outil 7, 16 et 28),
- Représentation graphique du sinistre (fiche outil 8),
- Remplir les fiches gravité et accident (fiches outil 3 et 6)
- Armer le PC (fiche outil 1).

Les actions à mener dans les premières minutes de la crise sont clairement dictées par la fiche réflexe "astreinte".

Le constat n'amène pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation

Prescription contrôlée :

Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles

Constats :

Le POI contient des fiches réflexes pour les différents acteurs : DOI, communication, secrétariat, Chef PC, logistique, prévision, intervention, exploitation, préleveur.

Des fiches relatives aux risques sont également dans le manuel POI. Ces dernières sont nommées "fiches accident" ou "fiches cible" elles énumèrent les types d'accidents pouvant avoir lieu sur le site ainsi que les zones d'origine potentielles de ces derniers.

Le manuel POI contient les cartographies des phénomènes dangereux possibles ainsi que les distances d'effet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 4. Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, plans
Prescription contrôlée : Le plan des installations doit être à jour.
Constats : Le manuel POI contient des plans de situation, des accès, un plan de masse des installations, un plan des réseaux de gestion des eaux pluviales. Remarque : Le plan figurant à la page 19 du manuel POI du 12 janvier 2024 n'est pas lisible au format A4. En l'état, il ne pourra pas servir en cas de crise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5. Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, communication
Prescription contrôlée : Des outils de déploiement de l'organisation sont disponibles (fiches premiers renseignements, message-type, annuaire...).
Constats : Le manuel POI contient : <ul style="list-style-type: none">• une fiche «message d'alerte aux secours extérieurs»,• une fiche «message d'alerte en direction des administrations et des interlocuteurs locaux»,• un annuaire téléphonique,• un journal de bord du DOI,• une fiche de suivi des événements,• un rapport d'accident (temps réel),• un rapport d'accident (fin des opérations),• un communiqué de presse. Ce constat n'amène pas de remarque de la part de l'Inspection des Installations Classées.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Prescription contrôlée : <p>Le POI en vigueur est présent en salle POI. Le nombre minimal de personne sur site est respecté. L'astreinte a été joignable Les personnes concernées ont correctement déroulé le schéma d'alerte. Le déploiement des actions d'intervention correspond à la stratégie définie dans le POI. Les équipements suivants ont été mis en service et fonctionnent correctement Le déploiement des moyens d'intervention a été simulé et correspond à la stratégie définie dans le POI. La communication interne et avec l'extérieur s'est correctement déroulée.</p>
Constats : <p>Le déclenchement en inopiné en dehors des heures ouvrées a permis d'établir les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- le téléphone de la personne d'astreinte était joignable lors du déclenchement du POI à 22h10.- la personne en charge de l'astreinte est arrivée en moins de 30 minutes après avoir été appelée. Ceci est conforme aux dispositions contenues dans le document POI de l'établissement,- la compréhension de la situation et des enjeux eu égard au détecteur incriminé a été très rapide,- l'état des stocks est disponible et édité le soir du déclenchement POI, il fait état des quantités ainsi que des zones de stockage, ce dernier est édité sous forme de plan,- la prise de décision du déclenchement du POI est de la responsabilité de l'exploitant, ce dernier l'a déclenché sans hésitation et a demandé l'ouverture d'une cellule de crise (interne à Butagaz),- la manche à air était opérationnelle,- la quantité d'eau dans les réserves incendie est conforme (détail en annexe confidentielle),- l'alerte a correctement été lancée et reçue par la DREAL,- le message type d'alerte contenu dans le POI a été utilisé,- rapidement, une stratégie de gestion a été identifiée et proposée aux services du SDIS. <p>Par ailleurs, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le réseau téléphonique mobile dans le PC est faible ou de mauvaise qualité, l'exploitant a été obligé de sortir téléphoner à plusieurs reprises,• le personnel d'astreinte est resté seul durant toute la crise alors que le document POI fait état de plusieurs fonctions. Au cours de l'exercice, le personnel d'astreinte Butagaz a endossé au moins 6 rôles en même temps,• l'exploitant dispose d'un certain nombre de fiches mémo contenues dans le POI qu'il ne peut pas utiliser dans la réalité puisqu'il se trouve seul.• l'astreinte DREAL a indiqué avoir reçu une alerte sur le site de Butagaz le Douhet à 10h30 et non 22h30,• le personnel d'astreinte n'a pas demandé le déclenchement du PPI rapidement,• lors des échanges avec le SDIS, l'exploitant a déclaré que le nuage de gaz ne pouvait pas se former au niveau du sol,• le premier appel aux sapeurs-pompiers doit préciser le besoin : un officier de liaison ou des équipes complètes d'intervention. <p>Globalement l'ensemble des tâches devant être réalisées l'ont été toutefois, la charge de travail pour une seule personne est très élevée.</p> <p>Ce constat pose par ailleurs question. 9 rôles sont valorisés dans le document POI alors que l'exploitant indique qu'il sera de toute façon seul à gérer la crise.</p> <p>Les 9 rôles identifiés dans le document POI sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• D.O.I

- Secrétaire
- Communication
- Chef PC
- Logistique
- Prévision
- Chef intervention
- Exploitation
- Intervention

Le soir de l'exercice POI, suite à la demande de l'inspection, l'arrêt des groupes motopompes incendie n'a pu être réalisé par le D.O.I qui était occupé à gérer la crise.

Même si ce cas ne se serait pas posé dans la réalité (arrêt des groupes fait sur demande de l'inspecteur pour limiter la consommation d'eau), cette impossibilité de gestion des groupes motopompes est l'illustration de la charge de travail trop importante du D.O.I. Les problèmes techniques secondaires ne peuvent pas être gérés par la personne qui endosse seule les rôles de D.O.I, secrétaire, communication, chef PC, logistique, prévision, chef intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les actions nécessaires afin de lever les constats émis lors de l'exercice POI.

Au regard de la densité du butane, l'exploitant transmet les justificatifs qu'un nuage de gaz n'est pas susceptible de se former à terre dans une telle situation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois